

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 15. März 1993, Nachmittag
Lundi 15 mars 1993, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

Fragestunde – Heure des questions

93.5049

Frage Ledergerber
Bilaterale Regelungen mit der EG
nach dem EWR-Nein
Question Ledergerber
CE. Réglementation bilatérale
après le non à l'EEE

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Nach dem ablehnenden Entscheid des Schweizervolkes zum EWR besteht die Befürchtung, dass trotz Freihandelsabkommen der bisher erreichte gegenseitige Warenaustausch zurückgehen könnte, da die EG seit 1. Januar 1993 den einheitlichen Binnenmarkt verwirklicht hat. Der Bundesrat hat nach dem EWR-Entscheid versprochen, alles Mögliche zu unternehmen, um eine Diskriminierung der Schweiz auszuschliessen. Vordringlich sind insbesondere bilaterale Regelungen betreffend Abbau der technischen Handelshemmnisse, für die Liberalisierung der öffentlichen Beschaffung, betreffend das geistige Eigentum, die Veterinärfragen und die Produkthaftungspflicht. Was hat der Bundesrat in der Zwischenzeit in dieser Hinsicht unternommen und welche Erfolge hat er vorzuweisen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Après le rejet de l'EEE par le peuple Suisse, on craint que, malgré l'Accord de libre-échange, le volume du commerce des marchandises actuel recule, étant donné que la CE a mis en place le grand marché depuis le 1er janvier 1993. Le Conseil fédéral a promis, après le vote sur l'EEE, d'entreprendre tout ce qui est possible pour éviter que la Suisse soit discriminée. La priorité revient en particulier à des accords bilatéraux sur l'élimination des entraves techniques au commerce, la libéralisation des marchés publics, la propriété intellectuelle, les questions de médecine vétérinaire, et la responsabilité du fait des produits. Qu'a entrepris le Conseil fédéral entre temps à cet égard et quels résultats peut-il faire valoir?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La Suisse a développé une activité politique et diplomatique intense, de manière que des comités, qui avaient perdu un peu de leur actualité et qui sont chargés d'expédier les affaires courantes dans le domaine de la coopération entre la Suisse et la Communauté économique au titre de l'accord de 1972, puissent, Monsieur Ledergerber, se réunir. A notre demande, cette réunion a eu lieu le 5 février dernier.

Nous pouvons dire que, dans les domaines directement liés au fonctionnement de l'accord de 1972, des réunions d'experts auront lieu avec la Commission des Communautés, une

fois que les divergences communautaires auront été aplanies. Notre objectif est d'éviter qu'avec l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'Espace économique européen le libre-échange classique de nos marchandises avec la Communauté ne soit en état de recul.

Dans les domaines moins directement liés à l'accord, je pense aux obstacles techniques aux échanges, aux marchés publics, à la propriété intellectuelle, aux questions vétérinaires et phytosanitaires, à la responsabilité du fait des produits, la Commission des Communautés a pris acte, sans plus, de nos desiderata. La Commission, par ailleurs, n'a pas voulu fixer une date pour la prochaine réunion du Comité mixte.

Le Conseil fédéral souligne que les responsables de la politique extérieure de la Communauté ainsi que les capitales des Etats membres entendent tout d'abord voir comment se passent les choses à l'intérieur de la Communauté, dans la négociation de l'Espace économique européen, avant de discuter avec la Suisse, et de fixer des principes de négociation éventuelle et des calendriers; ce qui signifie que nous avons, lors de ce comité, enregistré l'avis que les préoccupations suisses ne sont pas une priorité actuelle pour la Communauté. Nous ne cesserons de nous battre, naturellement, dans ce sens, mais je veux insister sur le fait que nous sommes partie prenante et non partie donnante en l'occurrence.

Ledergerber: Ich danke Herrn Bundesrat Delamuraz für seine Antwort. Nachdem der Bundesrat nach der Ablehnung des EWR-Vertrages durch das Volk versprochen hat, alles Mögliche zu unternehmen, damit es nicht zu Diskriminierungen der Schweiz und der schweizerischen Wirtschaft kommen werde, habe ich folgende Fragen:

Ist der Bundesrat heute nicht fähig oder nicht willens, dieses Versprechen einzulösen, oder ist es vielleicht doch so, dass wir jetzt für die Ablehnung des EWR-Vertrages den Preis zu bezahlen haben, dass wir – wie Sie gesagt haben – nicht mehr die Priorität sind, sondern eben eine «quantité négligeable»? Nicht einmal ein neues Datum konnte fixiert werden!

Wenn dem so ist, möchte ich Herrn Bundesrat Delamuraz fragen: Wäre es nicht an der Zeit, dem Parlament und der Bevölkerung die Konsequenzen der Ablehnung des EWR-Vertrages deutlich zu machen und immer wieder zu zeigen, was hier eine politische Minderheit – die eine Mehrheit im Volk gefunden hat – mit einer zum Teil demagogischen Kampagne angerichtet hat?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je réponds en deux points à M. Ledergerber. Tout d'abord, je dis que le Conseil fédéral se bat comme un beau diable pour, envers et contre tout, réussir des négociations bilatérales. Mais, comme chacun le sait, pour réussir de telles négociations, il faut être deux, et jusqu'à maintenant les réponses de la Communauté – je ne parle pas des réponses que l'on donne dans des déclarations télévisées, mais de celles qui ont lieu autour du tapis vert, là où vraiment on négocie – ont été extrêmement évasives, comme d'ailleurs on pouvait s'y attendre.

Il n'empêche que nous «mettons les tours» – si vous me permettez l'expression – et je dois constater que la Communauté n'est pas si naturellement favorable à ce rythme. Exemple: dans le domaine des transports, que n'a-t-on pas dit? Je parle des transports aérien et routier en Europe. J'apprends aujourd'hui que le mandat de négociation éventuel n'est pas donné et qu'il le sera peut-être par le Conseil des ministres au mois de juin. Vous voyez qu'il faut compter avec une certaine patience. Cette patience, Monsieur Ledergerber, que cela soit connu de vous-même et de l'ensemble du conseil, ne fatiguera jamais le Conseil fédéral, ni ses diplomates qui continueront de se battre, je le répète, envers et contre tout.

Quant à la seconde question que vous avez posée et qui avait trait, si je me rappelle bien, à notre information, sachez que le Conseil fédéral entend observer un certain délai pour la collecte des informations. Il veut véritablement faire, avec les secteurs économiques et sociaux de notre pays, graduellement et systématiquement, le bilan pour pouvoir renseigner le Conseil national et le Parlement, vraisemblablement à la session spéciale d'avril, dans le cadre du débat qui aura lieu à ce mo-



ment-là sur les premiers résultats obtenus, sur les premiers espoirs qui auraient été encouragés et aussi sur les premières déconvenues que l'on aurait observées.

J'ai conduit la semaine dernière deux discussions approfondies, l'une avec l'industrie textile suisse, l'autre avec l'industrie agro-alimentaire suisse. L'une et l'autre de ces entrevues ont été plutôt accablantes, en tout cas négatives, sur le poids que représente pour ces secteurs le refus de l'Espace économique européen par la Suisse, mais je crois qu'il est objectif de prendre un tout petit peu de champ. Vous serez renseignés, mais le Conseil fédéral a jugé qu'il était prématuré de le faire tout de suite de manière globale. J'aurai cependant, demain, dans le cadre de la fin du débat sur le rapport sur la politique économique extérieure 1992/I, II, quelques premiers éléments à vous apporter. Toutefois, c'est surtout en avril que nous pourrons le faire plus complètement.

Präsident: Herr Bundesrat Delamuraz wird die folgenden fünf Fragen gemeinsam beantworten.

93.5054

Frage Danuser
Deklarationspflicht für Importhölzer
Question Danuser
Obligation de déclarer les importations de bois

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Aus sozialer Verantwortung befinden sich Bruno Manser und andere im Hungerstreik. Wie und wann gedenkt der Bundesrat für den Handel mit Importhölzern zumindest die Deklarationspflicht zu verfügen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Conscients de leur responsabilité sociale, Bruno Manser et d'autres personnes ont entamé une grève de la faim. Quand et comment le Conseil fédéral envisage-t-il d'instituer au moins l'obligation de déclaration dans le commerce des bois importés?

93.5056

Frage Gonseth
Stopp der Tropenholzeinfuhr
Question Gonseth
Arrêt des importations de bois tropicaux

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Angesichts der drohenden Klimakatastrophe muss ein unverzüglicher Stopp der weiteren Abholzung der Tropenwälder realisiert werden. Dies wäre ein grosser Schritt, um das Rio-Versprechen in die Tat umzusetzen. Um auf die Dringlichkeit der Problematik aufmerksam zu machen, haben eine Gruppe von Männern und Frauen um Bruno Manser am 1. März 1993 ein unbefristetes Wasserfasten begonnen, um ihre Bitte nach unverzüglichem Tropenholzimport-Stopp, welche sie an den Bundesrat gerichtet haben, zu unterstreichen und in der Öffentlichkeit bekannt zu machen. Ist der Bundesrat bereit, sofort Schritte im Sinne dieser hungerstreikenden Menschen zu unternehmen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Eu égard à la catastrophe climatique qui menace, un arrêt im-

mediat du déboisement des forêts tropicales s'impose. Il s'agirait d'un pas important vers la réalisation des promesses faites à Rio. Dans le but de souligner l'urgence de ce problème, un groupe d'hommes et de femmes réunis autour de Bruno Manser a entamé le 1er mars 1993 une grève de la faim d'une durée illimitée; ils entendent ainsi confirmer et rendre publique leur demande au Conseil fédéral, aux termes de laquelle ils exigent que soit mis sans délai un terme aux importations de bois tropicaux.

Le Conseil fédéral est-il prêt à prendre immédiatement des mesures conformes aux revendications des grévistes?

93.5061

Frage Thür
Holzimporte aus Malaysia
Question Thür
Importations de bois de Malaisie

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Seit 1. März 1993 befinden sich Bruno Manser und Gesinnungsfreundinnen und -freunde im Hungerstreik, bis die Tropenholzimporte aus Sarawak, Malaysia, gestoppt werden. Ist der Bundesrat bereit, in dieser Sache etwas zu unternehmen und allenfalls eine Delegation des Bruno-Manser-Fonds zu empfangen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Depuis le 1er mars 1993, Bruno Manser et certains de ses sympathisants font la grève de la faim jusqu'à ce que cessent les importations de bois tropicaux en provenance du Sarawak, en Malaisie. Le Conseil fédéral est-il prêt à entreprendre des démarches à ce sujet et, le cas échéant, à accueillir une délégation du Fonds Bruno Manser?

93.5066

Frage Wick
Menschenrechtsverletzung in Sarawak.
Importstopp für Holz
Question Wick
Violation des droits de l'homme au Sarawak.
Arrêt des importations de bois

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Bis heute verlieren in Sarawak/Malaysia die Penan, u. a. im und vom Wald lebende Urvölker, ihre Lebensgrundlage und leiden Hunger, da ihre Heimat durch industrielle Holzfäller für den Export zerstört wird. Durch Tropenholzimporte aus Sarawak ist leider die Schweiz an diesen Menschenrechtsverletzungen mit schuld.

Ist der Bundesrat bereit, angesichts des jahrelangen uneigenützigen Einsatzes von Bruno Manser und seinen Gesinnungsfreunden, welchen sie jetzt durch eine bereits seit dem 1. März durchgehaltene konsequente Fastenaktion unterstreichen, dieser Mitschuld der Schweiz an den Menschenrechtsverletzungen durch einen unverzüglichen Importstopp von Hölzern aus Sarawak/Malaysia ein Ende zu bereiten?

Texte de la question du 15 mars 1993

Les peuplades primitives de l'Etat de Malaisie du Sarawak, les Punan notamment, vivent dans la forêt dont ils tirent leur subsistance. Or, aujourd'hui, ils ont faim, car leur milieu vital est détruit par les exploitants forestiers industriels qui travaillent pour l'exportation. La Suisse, parce qu'elle importe du Sara-

wak des essences tropicales, est malheureusement coresponsable de ce phénomène de violation des droits de l'homme.

Le Conseil fédéral est-il prêt, connaissant l'engagement désintéressé de Bruno Manser et de ses compagnons, engagement qui se manifeste aussi par un jeûne de leur part depuis le 1er mars dernier, à mettre un terme au phénomène en interdisant immédiatement l'importation d'essences en provenance du Sarawak?

93.5059

Frage Weder Hansjürg Schweizer Waffen gegen Urbevölkerung

Question Weder Hansjürg
Utilisation d'armes suisses
contre les populations autochtones

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Die Schweiz liefert jährlich nach Malaysia grosse Mengen von Kriegsmaterial (Munition, Geschosse, Helikopter usw.), das dazu dient, die Urbevölkerung in Schach zu halten und zu unterdrücken, um ungestört die tropischen Regenwälder in diesem Land weiter ausbeuten zu können.

Durch die Zerstörung ihrer Lebensgrundlagen werden die Urvölker in ihrer Existenz stark bedroht!

Ich frage den Bundesrat an, ob er bereit ist, die Grundrechte der Urbevölkerung zu schützen und aus humanitären Gründen Waffenverkäufe und Tropenholzimporte nach und aus Malaysia zu unterbinden?

Texte de la question du 15 mars 1993

La Suisse livre chaque année de grandes quantités de matériel de guerre à la Malaisie (munitions, armes, hélicoptères, etc.), qui contribuent à tenir en échec et à opprimer les populations autochtones dans le but de poursuivre sans entraves le pillage des forêts tropicales du pays.

Par la destruction de leur milieu vital, les populations autochtones sont dangereusement menacées dans leur existence même.

Le Conseil fédéral est-il prêt à protéger les droits fondamentaux des populations autochtones et, pour des raisons humanitaires, à empêcher les ventes d'armes à la Malaisie et les importations de bois en provenance de ce pays?

M. **Delamuraz**, conseiller fédéral: Le 17 février dernier, le Conseil fédéral a adopté la réponse à la double motion (92.3521 et 92.3523) de M. Wick, conseiller national, et de M^{me} Simmen, conseillère aux Etats, concernant une déclaration obligatoire pour les bois tropicaux importés. Parallèlement, une pétition pour une Suisse sans bois tropicaux, lancée par Greenpeace et le Fonds Bruno Manser, a été traitée par les Commissions de politique extérieure des deux Chambres au cours du mois de janvier.

Dans sa réponse à ces interventions, le Conseil fédéral a certes reconnu l'ampleur du problème de la déforestation – problème réel, qui accapare et qui doit même obséder –, mais aussi la part marginale qu'occupe le commerce du bois à l'échelle globale. Le Conseil fédéral a également fait valoir les raisons pour lesquelles il considère qu'une déclaration obligatoire des importations de bois tropicaux ne serait pas l'instrument adéquat pour résoudre ce problème. Dès lors, il a proposé de transformer ces motions en postulats. Le Parlement aura sous peu l'occasion de décider de la suite qui leur sera donnée.

Le Conseil fédéral et l'administration fédérale ne sont pas inactifs. Des préparatifs intenses pour un label attestant de l'origine écologiquement responsable des bois et produits en bois se poursuivent activement, au niveau national comme au

niveau européen. Dans cette perspective, plusieurs entretiens ont eu lieu et se poursuivent avec les mouvements écologistes et avec M. Bruno Manser. Sachez, mesdames et messieurs qui m'avez posé la question, que le secrétaire d'Etat de mon département a reçu Bruno Manser en personne et que, lors d'une séance d'une demi-journée, l'ambassadeur chargé de ces tâches dans mon département et ses collaborateurs ont pu entendre M. Manser et les représentants d'autres organisations. Il n'y a aucune différence d'objectifs entre les auteurs de la pétition et le Conseil fédéral, mon département et son administration. Il y a différence quant aux instruments à utiliser pour arriver au but que nous voulons atteindre en commun.

Certes, l'interdiction d'importation que propose M. Manser aurait pour elle un côté généreux et surtout spectaculaire, mais en réalité cela ne changerait en rien la situation dans les pays concernés. La part suisse de l'importation de bois tropicaux représente seulement le 1 pour mille du marché mondial. Sans doute les petits ruisseaux font-ils les grandes rivières, mais pour sauver les forêts il faut d'abord et essentiellement convaincre les pays producteurs que c'est dans leur intérêt de les sauver en les exploitant de façon durable. Cela exige davantage un dialogue, sous-tendu de moyens, que des décisions unilatérales, si spectaculaires soient-elles. Là est certainement le prix de l'efficacité.

En outre, M. Weder Hansjürg a posé la question de l'exportation d'armes vers la Malaisie. Comme je ne vois pas M. Weder dans la salle, je dirai très brièvement que la Suisse n'exporte vers la Malaisie pratiquement que des armes de défense contre avions et des systèmes de conduite de feu, liés aux armes DCA. Un minimum de connaissances militaires, dont M. Weder dispose d'ailleurs, permet de dire que de telles armes ne peuvent en aucun cas, même avec six ancrages, être employées contre la population indigène.

Au total, puisque plusieurs d'entre vous sont rassemblés dans la réponse commune que je fais à cette question importante, je dis donc que le Conseil fédéral connaît le problème. Le Conseil fédéral connaît aussi la sincérité et l'engagement avec lesquels ceux qui veulent en terminer – nous sommes de ceux-ci – avec la déforestation équatoriale ont raison. Il n'ignore pas non plus l'existence, sur la Place fédérale à l'heure actuelle, d'un groupe de grévistes de la faim. Tout cela est de nature à attirer utilement, très utilement l'attention.

Ce sur quoi le Conseil fédéral et les auteurs de tels mouvements sont d'accord, c'est le principe; ce sur quoi ils peuvent diverger, c'est la valeur qu'aurait une proposition comme celle qui m'est faite dans les questions, c'est-à-dire la déclaration obligatoire par notre pays. J'observe que le gouvernement autrichien, qui était le seul à avoir une telle doctrine, a demandé à son propre Parlement d'abroger sa décision. Nous pouvons, je crois, faire mieux que cela dans la commune volonté des interpellants et du Fonds Bruno Manser de mettre un terme à ces pratiques. Mais vous conviendrez que ce n'est pas dans le cadre des réponses à des petites questions que nous pourrions traiter l'ensemble du problème. Comme les démarches parlementaires sur ce point sont engagées et que le Parlement aura l'occasion d'en parler plus à loisir, je termine là mon intervention. La volonté du Conseil fédéral est claire et nette.

Frau Gonseth: Herr Bundesrat, ich bin von Ihrer Antwort nicht befriedigt. Sie weichen wie gewohnt aus. Sie wollen auch die Motion Wick in ein Postulat umwandeln lassen.

Sind Sie nicht auch der Meinung, selbst wenn die Schweiz selber prozentual sehr wenig Tropenholz einführt, sei es immer noch sehr viel? Die Schweiz könnte gerade da ein Zeichen setzen, ein Beispiel für andere europäische Länder sein.

M. **Delamuraz**, conseiller fédéral: Si l'Autriche, Madame, qui est le seul pays qui a fait cette démarche, est en train de la retirer, c'est bien qu'elle imagine qu'il faut être efficace d'abord. Les proclamations, les discours de cantine, vous le savez mieux que quiconque, sont vains, n'ont pas de signification. Ce que nous souhaitons, c'est davantage d'unité des pays, et cette action commune des pays importateurs, elle seule, pourra créer le mouvement. Une déclaration isolée de la petite voix suisse n'est pas nulle, elle est sans effet. C'est au niveau

de la coopération internationale que nous devons réellement travailler et proposer à ces pays – qui n'ont parfois pas d'autres ressources que d'exploiter d'une manière illimitée ces bois – d'autres solutions, économiques notamment, Madame, et non seulement rhétoriques.

Si l'Autriche, dont nous sommes si proches, a finalement renoncé à cette méthode, après 11 heures de débats au Parlement – je reconnais que le vôtre était plus bref –, c'est bien parce que la question de l'efficacité a triomphé, et c'est ce que je recherche. Je suis prêt à prolonger le dialogue si tant est qu'il y ait, par hasard, une question complémentaire.

Thür: Herr Bundesrat, Sie haben ausgeführt, dass wir Wirksameres tun könnten als Deklarationspflichten zu verlangen. Sie haben darauf hingewiesen, dass es in erster Linie darum gehe, mit diesen Produzentenländern ins Gespräch zu kommen und dort darauf hinzuwirken, dass man dieses Problem erkennt.

Darf man Ihre Antwort so verstehen, dass der Bundesrat Initiativen einleiten wird, um vor Ort mit diesen Produzentenländern ins Gespräch zu kommen? Was konkret möchte der Bundesrat tun, um in diesen Ländern auf eine sinnvolle Lösung des Problems hinzuwirken?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je vous réponds que dans le cas des négociations de l'Uruguay Round du Gatt, nous avons déjà posé entre autres ce problème. Il y a les problèmes de la production agricole des pays tiers également qui se trouvent posés. Le Conseil fédéral est décidé à reprendre maintenant le contact tout d'abord avec les pays importateurs de bois tropicaux en Europe, avec les importateurs de bois tropicaux dans le monde – c'est déjà le cadre du Gatt – et à faire avec eux une nouvelle conférence qui permette de réaliser un front commun et qui permette d'arriver, le cas échéant, à une proclamation collective de ces pays. Cela aurait alors évidemment un autre poids que le petit cri de la Suisse isolée. Nous devons nous entendre préalablement avec eux, cependant que dans le cadre de la coopération technique nous avons, avec les pays innocents et dépourvus sur lesquels se trouvent ces forêts tropicales, de nouveaux contacts. Nous ne devons négliger aucune initiative. L'interdiction spectaculaire, médiatique, de l'importation des bois tropicaux ne serait véritablement pas la meilleure contribution à apporter. C'est dire que les initiatives nouvelles, nous voulons les prendre.

Wick: Ich bin froh, dass wir die gleichen Ziele haben. Aber im Fall Sarawak kommt ein zusätzliches Element dazu. Ich möchte Sie nun fragen: Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass der Kampf um die Einhaltung der Menschenrechte überall auf der Welt die einzige Chance für ein geregeltes Zusammenleben der Menschheit ist, dass dieses Prinzip speziell auch für Minoritäten wie im Fall der Penan in Sarawak Anwendung finden muss, und dass es hier vielleicht doch einen zusätzlichen Schritt braucht, vielleicht sogar einen Importstopp aus Sarawak.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'aurai l'occasion demain, lors de la discussion sur le rapport sur la politique économique extérieure 1992/I, II, de dire que le combat pour les droits de l'homme, avec les trois conditions de nos interventions auprès de ces pays qui sont, à part cette question centrale, la démocratie et l'état de droit, et puis l'économie de marché, occupe une place pivot dans toute notre argumentation et dans toute notre attitude.

Je partage votre opinion selon laquelle la priorité accordée à l'élément de respect des droits de l'homme pour les conditions de notre commerce ainsi que les conditions de nos interventions en ce domaine, est essentielle; c'est un des éléments qui apparaîtra dans la discussion, Monsieur Wick, que nous aurons le moment venu, de votre motion.

Präsidentin: An Stelle des abwesenden Herrn Weder Hansjürg stellt Herr Meier Hans eine Zusatzfrage.

Meier Hans: Herr Bundesrat, wir haben ein Kriegsmaterialausfuhrgesetz. Dort steht ganz klar, dass in Länder, in denen es zu Menschenrechtsverletzungen kommt, keine Waffen geliefert werden dürfen, egal ob es nun Fliegerabwehrgeschütze oder ob es Sturmgewehre sind.

Ich stelle Ihnen folgende Frage: Geschehen Ihrer Meinung nach in Malaysia, in Sarawak, Menschenrechtsverletzungen, ja oder nein?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je suis à même de vous dire, Monsieur Meier Hans, que les exportations de matériel de guerre en Malaisie, pour la période allant de 1990 à 1992, font état d'abord et essentiellement de «Feuerleitgeräte» Skyguard, de «Feldflabgeschütze» 35 mm et des munitions qui lui sont liées, et pour le reste de substances chimiques dans des quantités absolument négligeables, manifestement à des fins d'usage militaire correct; par ailleurs, des armes privées sont exportées en petites quantités.

Messieurs Meier Hans et Weder Hansjürg, vous pourrez consulter les tableaux détaillés, je suis prêt à vous en fournir un extrait pour ce qui concerne la Malaisie. Il n'y a réellement, en l'occurrence – je le dis d'autant plus que nous sommes en présence d'un cas particulièrement clair –, pas de quoi fouetter un chat en ce qui concerne les exportations d'armes qui ont été faites. Elles ne peuvent pas avoir d'influence sur la population de ce pays.

93.5058

Frage Meier Samuel Entscheid über den Milchpreis

Question Meier Samuel Décision sur le prix du lait

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Ueblicherweise fällt der Bundesrat den Entscheid über die landwirtschaftlichen Produzentenpreise im Januar oder in der ersten Hälfte Februar.

Wann gedenkt der Bundesrat den Entscheid über den Milchpreis zu fällen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Habituellement, le Conseil fédéral décide des prix aux producteurs de denrées agricoles en janvier ou lors de la première moitié du mois de février.

Quand le Conseil fédéral envisage-t-il de fixer le prix du lait?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: En dépit de l'article fracassant de la presse de boulevard, le Conseil fédéral a connu une séance paisible et sereine ce matin. L'objet même que d'aucuns décrivaient à son ordre du jour n'y figurait pas, en sorte que je peux vous dire que les requêtes paysannes seront traitées dans un contexte tout à fait différent. J'ai voulu – et le Conseil fédéral a voulu – que si des changements dans les prix agricoles devaient être décidés en réponse aux interventions paysannes de cette année, notamment pour ce qui concerne le prix du lait, ils ne puissent l'être, comme nous l'avons promis ici constamment, que s'il y a en main du Conseil fédéral un instrument de compensation.

Cet instrument de compensation, c'est l'ordonnance d'application qui découle de l'article 31a et l'ordonnance d'application qui découle de l'article 31b de la loi sur l'agriculture, dont vous avez voté la modification le 18 décembre 1992. Ces ordonnances sortent de la procédure de consultation. Elles seront soumises au Conseil fédéral et ce n'est qu'à ce moment, dans la même séance, où le Conseil fédéral sera à même non seulement de traiter les prix agricoles, mais de leur compensation selon les paiements directs new-look des articles 31a et 31b, que le Conseil fédéral prendra ses décisions.

Que les choses soient claires, il arrive que le Conseil fédéral tienne promesse. Par conséquent et pour répondre en toute clarté à votre question, Monsieur Meier Samuel, c'est une décision que le Conseil fédéral pourra prendre au plus tôt dans la deuxième moitié du mois d'avril, et non pas aujourd'hui.

93.5063

Frage Bühler Gerold
Aktivitäten schweizerischer Bauunternehmen
in Deutschland

Question Bühler Gerold
Activités en Allemagne
d'entreprises suisses du bâtiment

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Die vergleichsweise günstige Lage der deutschen Bauwirtschaft hat bekanntlich dazu geführt, dass schweizerische Bauunternehmen, vorab in den Grenzkantonen, beachtliche Aufträge aus öffentlichen und privaten Ausschreibungen im süddeutschen Raum erhielten. In jüngster Vergangenheit ist seitens deutscher Politiker und der Medien die Geschäftstätigkeit der schweizerischen Unternehmen vermehrt kritisiert worden. Dabei wurde selbst die Vermutung geäußert, die öffentliche Hand würde unsere Bauunternehmen im Zusammenhang mit solchen Aufträgen aus Deutschland subventionieren. Hat der Bundesrat gegenüber den deutschen Stellen die notwendige Richtigstellung angebracht und ist er bereit, im Rahmen der bilateralen Verhandlungen eine liberale Praxis in der grenzüberschreitenden Auftragsvergabe anzustreben?

Texte de la question du 15 mars 1993

Le fait que le secteur du bâtiment se trouve dans une meilleure position en Allemagne qu'en Suisse a, comme on le sait, amené des entreprises de chez nous, notamment des cantons limitrophes, à décrocher dans le sud de l'Allemagne des contrats publics ou privés considérables. Or cette situation est de plus en plus critiquée par les politiciens et les médias allemands, qui ont même supposé que nos pouvoirs publics subventionnaient expressément ces entreprises dans ce but. Le Conseil fédéral a-t-il fait savoir ce qu'il en est réellement aux autorités allemandes et est-il prêt, dans le cadre des négociations bilatérales avec l'Allemagne, à faire en sorte qu'on en vienne à libéraliser l'attribution des contrats transfrontaliers?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a reçu plusieurs remarques et interventions des autorités allemandes quant aux activités transfrontalières que des entreprises de construction allemandes peuvent avoir en Suisse et que des entreprises suisses peuvent avoir en Allemagne, s'agissant de mandats publics et privés.

Et qui sont ces autorités allemandes? C'est le ministère de l'économie, mais c'est aussi les gouvernements des Länder les plus proches de la Suisse. Et d'entente avec l'ensemble de nos partenaires, nous sommes d'avis qu'il y a là un problème de coopération transfrontières qui doit se poser dans le cadre des coopérations internationales plus générales.

L'absence de statistiques spécifiques complique sans doute la connaissance du terrain et de la réalité. Dans le dessein de défendre les positions suisses à l'égard de l'Allemagne et à l'égard des Länder allemands, nous avons cependant participé à l'organisation d'une rencontre entre les autorités cantonales intéressées et les représentants des autorités allemandes concernées. Cette rencontre aura lieu entre les représentants du Département fédéral de l'économie publique et le ministère allemand de l'économie, en liaison avec les cantons. Je vous donne la date, Monsieur Bühler Gerold, c'est le 29 mars prochain. Je ne vous donne pas l'heure, mais je précise encore le lieu, c'est dans votre canton, à Stein am Rhein.

On ne pouvait pas rencontrer un canton d'unité mieux désigné, et c'est là que nous essayerons de poursuivre l'approche rendue un peu nerveuse par les débats qui ont marqué, précédé et suivi la décision du 6 décembre. Nous allons faire le maximum pour que tout cela puisse s'apaiser dans un sens de large réciprocité économique s'agissant des marchés publics de part et d'autre du Rhin, et de le faire, en ce qui nous concerne, plutôt comme garant des bons offices, puisque pour l'essentiel ce sont des compétences cantonales qui sont engagées de notre côté.

93.5046

Frage Sandoz
Stimmmaterial für Auslandschweizer. Datenschutz

Question Sandoz
Matériel de vote pour les Suisses
de l'étranger. Protection des données

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Damit die Auslandschweizer ihr Stimmrecht auf Bundesebene ausüben können, werden amtliche Stimmkuverts hin- und hergeschickt mit politischen und persönlichen Angaben (zum Beispiel Abstammung, Beruf, Geburtsjahr, Name, Vorname, Adresse), die für jedermann lesbar sind und somit dem Land ihres Wohnsitzes erlauben, Daten über unsere Mitbürgerinnen und Mitbürger zu sammeln.

Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu ergreifen, um die Privatsphäre der Auslandschweizer bei der Ausübung ihres Stimmrechts auf Bundesebene besser zu schützen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Pour exercer leur droit de vote en matière fédérale, les Suisses de l'étranger reçoivent puis doivent renvoyer en Suisse des enveloppes officielles sur lesquelles figurent des indications politiques ou personnelles (exemples: filiation, profession, année de naissance, nom, prénom, adresse) lisibles pour tous, permettant à l'Etat de domicile de récolter des données sur nos concitoyens.

Quelles mesures le Conseil fédéral entend-il prendre pour assurer la protection de la sphère personnelle des Suisses de l'étranger lors de l'exercice du droit de vote en matière fédérale?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: En tant que substitut perpétuel du Département fédéral des affaires étrangères – et cela continuera –, j'ai l'honneur de vous répondre au nom de M. Felber, s'agissant de la question de M^{me} Sandoz.

Dans le système fédéraliste suisse, vous le savez, Madame, on attribue, et cela ne sera pas pour vous déplaire – M. Felber ne l'avait pas dit, mais je l'ajoute –, une grande importance à l'autonomie communale. L'envoi du matériel de vote, s'agissant des Suisses de l'étranger et lors des consultations fédérales, est le fait exclusif des communes. Il est donc, compte tenu de notre système, relativement difficile d'imposer à l'ensemble des communes suisses de traiter de manière particulière, soit spécifique, le très petit nombre de Suisses de l'étranger qui sont inscrits sur les registres de vote de ces communes.

Jusqu'à maintenant, à vrai dire, et l'expérience est courte, très peu de plaintes nous sont parvenues de la part de Suisses de l'étranger, concernant ces enveloppes d'envoi et de renvoi – effectivement, vous avez raison de le dire – dont la marque principale n'est pas la discrétion. C'est tout juste si l'on ne marque pas sur ces enveloppes «à brûler avant d'ouvrir», tant on pousse l'esprit de la discrétion peu loin. Il y a eu, c'est vrai – et j'ose imaginer ou subodorer que vos soupçons proviennent plutôt de la France –, quelques plaintes qui sont parvenues principalement de la France.

Je vous réponds qu'une première solution dépend directement du citoyen suisse de l'étranger qui est libre d'utiliser, au moins pour le renvoi, une enveloppe neutre, neutre comme la Suisse. A cette enveloppe, cependant, doit être jointe l'enveloppe originale de renvoi, parce qu'elle est dans la majorité des communes suisses considérée comme justification du droit de vote. Si cette enveloppe fait défaut, on peut douter, dans les bureaux électoraux, de l'authenticité de ce vote.

Une autre solution consisterait à envoyer une circulaire à toutes les communes suisses, soit à quelques milliers de communes, où ces problèmes de protection des données seraient évoqués. Il serait envisageable, du même coup, de leur demander de bien vouloir coopérer, en utilisant des enveloppes neutres. Mais je pense que si les chances de succès d'une telle opération administrative ne sont pas absolues, des lacunes subsisteraient donc quasi inéluctablement.

Je crois qu'il faut continuer encore l'essai. Au cas où les mesures que nous pouvons entreprendre et que le Département fédéral des affaires étrangères, en liaison avec la Chancellerie fédérale, a l'intention d'entreprendre dans les deux secteurs susmentionnés, et au cas où une demande croissante pour une plus grande discrétion se manifestait aussi parmi les Suisses hors d'Europe, nous n'aurions pas d'autre méthode, Madame, que d'envisager en ultima ratio la révision de la loi, afin que l'application égale dans tous les cantons et dans toutes les communes permette réellement au Conseil fédéral d'affirmer cinq sur cinq ici que cela se passe sans exceptions, sans lacunes, sans tâtonnements préalables.

Avant d'en arriver à cette solution et à cet ordre absolu que votre esprit libéral certainement n'appelle pas de ses vœux ou du moins pas tout de suite, je vous propose de faire d'abord des essais d'amélioration compte tenu de la brièveté de notre expérience et ensuite seulement d'engager les grands moyens.

M^{me} **Sandoz**: Je remercie M. Delamuraz, conseiller fédéral, de sa réponse. Je suis ravie d'entendre qu'il est convaincu, comme moi d'ailleurs, que l'exercice du droit de vote est assuré d'abord par les communes, même lorsqu'il s'agit de votations fédérales, mais je croyais me rappeler que, lorsqu'il s'agissait de relations avec l'étranger, c'était en général le Conseil fédéral qui était compétent. Par conséquent, le problème à résoudre ne dépend pas d'une modification de la loi régissant l'exercice des droits politiques, mais bien, le cas échéant, de mesures à prendre du côté des ambassades ou des consulats de manière qu'ils assurent eux-mêmes la discrétion demandée. N'est-ce pas cela l'«ultima ratio», Monsieur le Conseiller fédéral? J'admets en revanche que l'expérience doit être préalablement poursuivie.

M. **Delamuraz**, conseiller fédéral: C'est à un carrefour philosophique terrible que vous me placez, Madame Sandoz, en affirmant d'une part à ce conseil, médusé, que les relations étrangères ne concernent que le Conseil fédéral, exclusivement, et d'autre part que la responsabilité du registre politique incombe aux seules communes. En effet, il y a là une toute petite longueur d'onde à assumer. Je ferai bon profit, en tant que remplaçant du chef du Département fédéral des affaires étrangères, de votre apport intellectuel en l'occurrence, j'y adjoindrai le mien, et je suis sûr que dans notre carrefour la lumière va jaillir, Madame!

93.5038

Frage Keller Rudolf
Kupfernes Wahrzeichen für den Basler Bahnhof
Question Keller Rudolf
Gare de Bâle. «Monument» en cuivre

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

In Basel soll ein neu zu erstellendes fünfgeschossiges SBB-Stellwerk vollständig mit Kupferbändern eingewickelt werden. Mancherorts wird gemunkelt, dass sich die SBB damit ein exklusives Denkmal setzen wollen. Deshalb frage ich den Bundesrat, ob dieser Bau – angesichts des riesigen SBB-Defizits – nicht mit einfacheren Mitteln, also kostengünstiger, erstellt werden könnte oder ob wirklich sämtliche Sparpotentiale ausgeschöpft wurden?

Texte de la question du 15 mars 1993

Il est question actuellement de construire à la gare de Bâle un nouveau poste d'aiguillage CFF de cinq étages, entièrement couvert de rubans de cuivre. On murmure çà et là que les CFF veulent se distinguer en édifiant un monument insigne. Je demande donc au Conseil fédéral si cette construction, vu l'énorme déficit des CFF, ne pourrait pas être réalisée avec des moyens plus modestes et moins onéreux et si l'on a vraiment épuisé toutes les possibilités de faire des économies?

Bundespräsident **Ogi**: Das neue Stellwerkgebäude im Bahnhof Basel SBB ist als Betonbau mit Metallfassade im Bau. In modernen Stellwerkanlagen wird mit einer Vielzahl von Bildschirmgeräten gearbeitet. Diese sind besonders empfindlich auf den bei den SBB für den Zugsbereich verwendeten Wechselstrom. Gegen solche Störeinflüsse bieten armierte Betonkonstruktionen in Kombination mit Metallfassaden den mit Abstand besten und wirtschaftlichsten Schutz. Die SBB rüsten deshalb neue Hochbauten in der Nähe von Fahrleitungs- und Bahnstromleitungen in der Regel mit Metallfassaden aus. Im vorliegenden Fall hat sich die Kupferfassade in Konkurrenz zu Aluminium und Titanzink als am kostengünstigsten erwiesen.

93.5039

Frage Reimann Maximilian
Automatische Erkennung von Telefon-Anrufern
Question Reimann Maximilian
Identifikation automatische des appels téléphoniques

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Mit dem neuen Betriebssystem SwissNet 2 kann anonymen Telefon-Anrufern endlich ein Riegel geschoben werden, weil der Angerufene automatisch die Nummer des Anrufenden registrieren kann. Wann wird dieses Netz im ganzen Land betriebsbereit sein? Wie teuer wird ein solcher Telefon-Apparat miet- bzw. kaufweise zu stehen kommen? Könnte der Bundesrat die PTT, die mit Werbekampagnen anderen Inhalts in jüngster Zeit sehr aktiv waren, nicht zu mehr Kundeninformation betreffend SwissNet 2 animieren?

Texte de la question du 15 mars 1993

Grâce au nouveau système d'exploitation SwissNet 2, on pourra enfin lutter efficacement contre les appels téléphoniques anonymes puisque la personne appelée pourra immédiatement enregistrer le numéro de celui qui l'appelle. Quand ce système sera-t-il mis en exploitation dans tout le pays? Combien coûtera un tel appareil à l'achat ou en location? Le

Conseil fédéral pourrait-il inciter les PTT, qui se sont montrés très actifs ces derniers temps avec des campagnes publicitaires d'un autre contenu, à mieux informer la clientèle sur SwissNet 2?

Bundespräsident **Ogi**: Mit dem dienstintegrierten Fernmelde-netz, genannt SwissNet 2, besteht die Möglichkeit, die Identifikation des Anrufenden anzuzeigen; es geht hier aber nur um die Nummer und nicht um den Namen. Es ist für die PTT und für die PTT Telecom nicht machbar, das gesamte Telefonnetz in einem Schritt mit diesen zusätzlichen Funktionen auszurüsten. Ab 1995 wird SwissNet 2 grundsätzlich flächendeckend verfügbar sein, doch wird es auch noch bis ins Jahr 2000 einzelne analoge Zentralen geben, welche die Nummer des Anrufenden nicht identifizieren können.

Die PTT Telecom hat wegen der schrittweisen Einführung bis jetzt vor allem lokale Werbemassnahmen für das SwissNet 2 durchgeführt. Der Preis für ein qualitativ gutes SwissNet-Telefon ist im Moment noch relativ hoch, Grössenordnung 900 Franken; doch ist damit zu rechnen, dass er in den nächsten Jahren dank den grösseren Stückzahlen stark sinken wird.

93.5042

Frage Scheidegger**Klassierung Zufahrt N 5 und Stadumfahrung Solothurn****Question Scheidegger****Classement de la voie d'accès et du contournement de Soleure***Wortlaut der Frage vom 15. März 1993*

Seit mehreren Jahren warten Kanton und Stadt Solothurn auf die Klassierung der Zufahrt West in Solothurn zur N 5 (gleichzeitig Stadumfahrung). Das Projekt ist abstimmungsreif für Kantonsrat und Soverän, offen bleibt lediglich die Klassierung durch den Bund. Der Bund verwies immer auf die Finanzlage und vor allem die offene Frage der Haltung des Soveräns zur Benzinzollerhöhung.

Das Ja vom 7. März 1993 hat Klarheit geschaffen. Wann darf die Antwort des Bundesrates auf die Frage der Klassierung dieses für die Funktion der N 5 und den Kanton wichtigen Strassenstückes erwartet werden? Sind Grössenordnungen der Klassierung bekannt?

Texte de la question du 15 mars 1993

Depuis plusieurs années, le canton et la ville de Soleure attendent le classement de la voie d'accès ouest de Soleure à la N 5 (en même temps contournement de la ville). Le projet est prêt à être soumis au vote du Parlement cantonal et du peuple, mais la Confédération tarde manifestement à classer ce tronçon. Elle invoque toujours sa situation financière et surtout la question du résultat du scrutin sur l'augmentation de la surtaxe sur les carburants. Le oui du 7 mars 1993 a maintenant créé une situation claire. Quand pourra-t-on compter sur une réponse du Conseil fédéral concernant le classement de ce tronçon de route important pour la fonction de la N 5 et pour le canton? Peut-on avancer des chiffres relatifs au classement?

Bundespräsident **Ogi**: Die Klassierung der Solothurner Westumfahrung bildet Teil des Gesamtpaketes der pendenten Erweiterung des Hauptstrassennetzes und kann nicht losgelöst vorgezogen werden. Wir gehen davon aus, dass der Gesamtscheid im Verlaufe dieses Jahres gefällt werden kann; wenn möglich noch im Sommer.

Die Problematik liegt im Spannungsfeld der grossen Erwartungen und der Begehren der Kantone und – Sie wissen es, Herr Scheidegger – der zur Verfügung stehenden Mittel. Das Ja des Stimmbürgers zur Treibstoffgrundzoll-Erhöhung

ermöglicht es zwar, den Hauptstrassenbau ungefähr im bisherigen Rahmen weiterzuführen; eine wesentliche Steigerung liegt aber nicht drin. Die zusätzlichen Mittel sollen vorab in den als prioritär eingestuften Bau der Nationalstrassen fliessen.

Scheidegger: Ich hätte zwei Fragen. Ich danke für die Bekanntgabe des Zeitrahmens, in dem die Klassierung erfolgen sollte.

Mich würde erstens noch interessieren, weshalb die Umfahrung eigentlich nicht als Zubringer der N 5 klassiert werden kann, und wie zweitens die Ansätze etwa aussehen könnten, wenn man die Zuteilung machen würde.

Bundespräsident **Ogi**: Zwei Fragen, zwei klare Antworten:

Die Zubringerstrecken gelten nur so weit als Teil der Nationalstrasse, als sie die Verbindung des Strassenkörpers mit der nächstgelegenen lokalen oder regionalen leistungsfähigen Strasse darstellen. Weitergehende Aufklassierungen zur Nationalstrasse müssen als stille Netzerweiterungen gewertet werden, was der Bundesrat, auch aufgrund der fehlenden Mittel, ablehnen muss.

Zur zweiten Frage: Ich hoffe, dass es gelingen wird, die Neuklassierung vorzunehmen, aber die Mittel diktiert bekanntlich unsere Möglichkeiten. Falls der Bundesrat die Aufnahme der Westumfahrung Solothurns beschliesst, würde die Strasse zur Hauptstrasse, gemäss Artikel 12 Absatz 4 des Treibstoffzollgesetzes. Der entsprechende Ansatz des Kantons Solothurn beträgt maximal 49 Prozent der anrechenbaren Kosten.

93.5043

Frage Suter**Schweizerische Medienpolitik auf dem Prüfstand****Question Suter****Politique des médias au banc d'essai***Wortlaut der Frage vom 15. März 1993*

In den Kantonen Neuenburg, Wallis und Bern haben die PTT, auf Ersuchen der SRG, eine ganze Reihe von Kleinstsendern technisch so ausgerüstet, dass Sendungen ganz gezielt für eine Region, sogar begrenzt auf eine Stadt, ausgestrahlt werden können. So hat die SRG beispielsweise die Möglichkeit, politische Sendungen für ein eng umgrenztes Sendegebiet auszustrahlen.

1. Verletzt die SRG mit ihrer Expansionspolitik nicht das Radio- und Fernsehgesetz, das die lokalen Radiosendungen den privaten Radios vorbehält?
2. Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass die SRG im Verbund mit den PTT in Ausnützung ihres faktischen Monopols das Drei-Ebenen-Modell unterläuft und damit den Bestand der privaten Radiosender gefährdet?
3. Was gedenkt der Bundesrat gegen den gesamtschweizerischen Ausbau der lokalen SRG-Sender zu unternehmen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Sur la requête de la SSR, les PTT ont installé toute une série de petits émetteurs dans les cantons de Neuchâtel, du Valais et de Berne. Ces émetteurs permettent de diffuser des émissions de manière ciblée, que ce soit dans une région ou même dans une ville. La SSR est ainsi en mesure de diffuser des émissions à caractère politique dans une zone bien délimitée.

1. Par sa politique d'expansion, la SSR n'enfreint-elle pas la loi sur la radio et la télévision, qui réserve les émissions locales aux radios privées?
2. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas, comme moi, que la SSR, en collaborant avec les PTT et en exerçant son monopole, sape le modèle à trois échelons et menace ainsi l'existence des stations de radio privées?

3. Qu'entend faire le Conseil fédéral pour stopper l'augmentation, sur tout le territoire suisse, du nombre des émetteurs locaux de la SSR?

Bundespräsident **Ogi**: Zur Frage 1: Von den traditionellen Regionaljournalen in der deutschen Schweiz abgesehen ist der lokal/regionale Bereich in der Tat grundsätzlich den Lokalradios vorbehalten. An diese in der Praxis bewährte und im Radio- und Fernsehgesetz verankerte Aufgabenteilung haben sich selbstverständlich auch die SRG und die PTT zu halten. Sie ist auch massgebend für die Verteilung der nur beschränkt verfügbaren technischen Verbreitungsmittel, namentlich der UKW-Frequenzen.

Zur Frage 2: Der Bundesrat würde, Herr Suter, ein Unterlaufen des Ebenenmodells nicht zulassen.

Zur Frage 3: Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement hat bereits im Herbst 1991 die PTT-Betriebe angewiesen, die Versorgung mit Regionaljournalen von Radio DRS auf dem damaligen Stand einzufrieren und die noch verfügbaren restlichen UKW-Frequenzen für die zukünftige Lokalradioversorgung zu reservieren.

93.5047

Frage Rechsteiner
Rheinkraftwerke

Question Rechsteiner
Centrales électriques sur le Rhin

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Nach den Umweltorganisationen hat nun auch der St. Galler Regierungsrat in ablehnendem Sinne zum Rheinkraftwerk-Projekt Stellung genommen. Ich frage den Bundesrat:

Wie sieht das weitere Entscheidprozedere – auch in zeitlicher Hinsicht – aus? Welches ist insbesondere der Stand der Vorbereitungsarbeiten für einen Staatsvertrag? Ist der Bundesrat bereit, die Stellungnahme der St. Galler Regierung und der Umweltorganisationen zu berücksichtigen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Après les organisations écologistes, le Conseil d'Etat du canton de Saint-Gall s'est déclaré opposé au projet de centrale électrique sur le Rhin.

Je pose au Conseil fédéral les questions suivantes:

Comment se présente la procédure de décision, notamment en ce qui concerne le calendrier? Où en sont les travaux préparatoires, en particulier quant à un traité international? Entend-il prendre en considération l'avis du gouvernement saint-gallois et des organisations écologistes?

Bundespräsident **Ogi**: Der Bundesrat beantwortet die ihm gestellten Fragen wie folgt:

1. Zurzeit wird das Projekt von den zuständigen Fachstellen des Bundes geprüft. Das weitere Vorgehen hängt u. a. auch davon ab, wie die noch ausstehende Stellungnahme des Fürstentums Liechtenstein lauten wird. Nach Eingang dieser Stellungnahme wird das weitere Verfahren festzulegen sein.

2. Auf Verwaltungsebene sind Vorbereitungsarbeiten für einen Staatsvertrag erfolgt. Verhandlungen können jedoch erst aufgenommen werden, wenn die noch zu klärenden Fragen bereinigt sind.

3. Der Bundesrat wird der Stellungnahme der St. Galler Regierung sowie den Eingaben der Umweltorganisationen selbstverständlich die ihnen zukommende Beachtung schenken.

Im übrigen kann ich festhalten, dass Herr Rechsteiner bereits am 24. September 1990 eine ähnlich lautende Frage gestellt und eine ähnlich lautende Antwort erhalten hat.

93.5048

Frage Schmid Peter
Unterstützung von Modellversuchen im Regionalverkehr

Question Schmid Peter
Trafic régional. Soutien au projet pilote

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Die Gruppe de réflexion empfiehlt im Regionalverkehr die Zusammenführung von Management, Markt und Finanzierung konzessionierter Bahnunternehmen und hofft wohl auch, dass solche Unternehmen defizitäre SBB-Linien übernehmen könnten.

Im Kanton Thurgau wäre eine solche Zusammenarbeit zwischen der Mittel-Thurgau-Bahn und den SBB denkbar. Dabei wäre zu prüfen, ob die erwähnte Privatbahn die Betriebsführung für die Strecke Romanshorn–Kreuzlingen–Schaffhausen übernehmen könnte. Die MThB wäre bereit, in einer Versuchsphase abzuklären, ob bei gleichbleibender Grundversorgung allenfalls ein besseres Betriebsergebnis erwirtschaftet werden könnte.

Ist der Bundesrat bereit, zugunsten eines solchen Modellversuchs eine Starthilfe für Investitionsmassnahmen und eine Defizitdeckung zu leisten?

Texte de la question du 15 mars 1993

Le groupe de réflexion chargé de faire des recommandations concernant le trafic régional propose de regrouper la question, la commercialisation et le financement d'entreprises de chemins de fer concessionnaires, espérant manifestement que de telles entreprises reprennent des lignes CFF actuellement déficitaires.

Dans le canton de Thurgovie, une telle collaboration serait envisageable entre le chemin de fer de Mittel-Thurgau (Mittel-Thurgau-Bahn, MThB) et les CFF. Il conviendrait d'examiner à ce propos si la compagnie privée précitée pourrait assumer l'exploitation du tronçon Romanshorn–Kreuzlingen–Schaffhouse. Elle serait disposée à examiner en une phase pilote la possibilité d'obtenir de meilleurs résultats d'exploitation tout en maintenant la desserte de base actuelle.

Le Conseil fédéral est-il prêt à fournir une aide initiale à l'investissement en faveur d'un tel projet pilote, ainsi qu'à en couvrir le déficit éventuel?

Bundespräsident **Ogi**: Bevor in grossem Stil SBB-Linien regionalisiert werden können, muss anhand von eigentlichen Pilotversuchen geklärt werden, ob die damit verbundenen vielversprechenden Erwartungen überhaupt erfüllbar sind. Seit einigen Monaten laufen zwischen den SBB, der Mittel-Thurgau-Bahn und dem Bundesamt für Verkehr Abklärungen, wie ein solcher Versuch am Beispiel der Bodenseelinie der SBB aussehen könnte. In einem nächsten Schritt müssen die Mittel-Thurgau-Bahn und die SBB festhalten, welche Investitionen erforderlich sind, damit die Seelinie versuchsweise von der Privatbahn übernommen werden kann.

Der Bund kann eine Privatbahn respektive einen Kanton nicht zwingen, eine bisher von den SBB betriebene Linie zu übernehmen. Vor diesem Hintergrund ist sich der Bundesrat bewusst, dass eine Regionalisierung nur stattfinden kann, wenn der Bund hierfür entsprechende Mittel zur Verfügung stellt. Dies gilt insbesondere auch bei dem angestrebten Pilotbetrieb in der Ostschweiz. Im Vordergrund steht aus heutiger Sicht eine zumindest teilweise Kostenübernahme des Bundes über die SBB-Rechnung. Abklärungen sind noch im Gange.

93.5051

Frage Rebeaud
Finanzierung der Autobahn entlang dem Südufer des Genfersees
Question Rebeaud
Financement de l'autoroute du Sud-Léman

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

In den Verhandlungen über die Projekte für die Autobahn entlang dem Südufer des Genfersees berufen sich die zuständigen französischen Behörden der Region häufig auf Garantien, die von der Schweiz bezüglich des Anschlusses dieser Autobahn an das schweizerische Nationalstrassennetz (N 9 südlich von Villeneuve) gegeben worden seien. Man hört auch von einer eventuellen Beteiligung der Schweiz an der Finanzierung der Arbeiten entlang dem französischen Seeufer. Ich bitte den Bundesrat, Auskunft darüber zu geben, welcher Natur die von der Schweiz in dieser Sache getroffenen Massnahmen sind und welche Hindernisse zu beseitigen wären, damit man diesen Verpflichtungen nachkommen könnte.

Texte de la question du 15 mars 1993

Dans les débats relatifs au projet d'autoroute sur la rive sud du lac Léman, les autorités régionales françaises compétentes font souvent état de garanties données par la Suisse quant au raccordement de cette autoroute au réseau autoroutier suisse (N 9 au sud de Villeneuve). On entend également parler d'une éventuelle participation suisse au financement des travaux sur la rive française du lac.

Le Conseil fédéral est prié de dire quelle est la nature exacte des engagements pris par la Suisse dans cette affaire, et quels seraient les obstacles à franchir pour que ces engagements puissent être tenus.

Bundespräsident **Ogi**: Die Frage der Autobahn Süd-Léman wird seit Jahren von einer bilateralen Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertretern der Kantone Genf, Wallis und Waadt, des ASB sowie der französischen Behörden bearbeitet. Gegenüber Frankreich hat die Schweiz wiederholt die Garantie abgegeben, dass die künftige französische Autobahn mit einer leistungsfähigen Strasse von der Grenze bis zur N 9 im Gebiet der Kantone Waadt und Wallis geführt werden wird. Die Frage der Spurenzahl wurde ausdrücklich offen gelassen, hingegen hat man eine kreuzungsfreie Streckenführung zugesichert. Die Strecke ist schon heute im Hauptstrassennetz enthalten, als T 21 auf Walliser Gebiet und als T 144 im Kanton Waadt. Die Bereitschaft zur Realisierung ist vorhanden, die Durchführung aber sehr schwierig, weil das Naturschutzgebiet Les Granges tangiert wird. Es bestehen konkrete Pläne, das Projekt ist aber noch nicht baureif.

Garantien, Herr Rebeaud, betreffend Mitfinanzierung der französischen Autobahn durch die Schweiz (als Entlastung der N 1, Genf-Lausanne), wurden nicht abgegeben. Im Gegenteil, in mehreren Schriftstücken wurde immer wieder auf das Territorialitätsprinzip verwiesen.

93.5052

Frage Kern
PTT-Briefkästen für invalide Motorwagenlenker
Question Kern
Boîtes aux lettres PTT pour conducteurs invalides

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Seit 1. März 1993 läuft ein Projekt der Schweizerischen Stiftung für das cerebral gelähmte Kind in der Absicht, Behinderte vermehrt zu Motorwagenlenkern auszubilden. Begreiflicher Weise nimmt das Bedürfnis nach Mobilität bei behinderten Menschen zu.

Es drängt sich auf, in Stadtzentren PTT-Briefkästen aufzustellen, welche den invaliden Motorwagenlenkern gestatten, Briefe vom Führersitz aus in den Kasten zu werfen, ohne dass sie dabei das Fahrzeug verlassen müssen. Schnell anhalten, die Post einwerfen und wieder weiterfahren wäre für Invalide eine schätzenswerte Hilfe. Das beschwerliche Ein- und Aussteigen würde hinfällig.

Ist der Bundesrat bereit, in allen grösseren Städten (ab 20 000 Einwohner) solche Briefkästen aufstellen zu lassen, die diese Bedürfnisse abdecken?

Texte de la question du 15 mars 1993

Depuis le 1er mars 1993, la Fondation suisse en faveur de l'enfant infirme moteur cérébral gère un projet visant à former un nombre croissant de personnes handicapées à l'utilisation de véhicules à moteur. Le besoin de mobilité de ces personnes ne cesse en effet d'augmenter, ce que l'on comprendra sans peine. C'est pourquoi, il devient de plus en plus nécessaire de mettre en place dans les centres-villes des boîtes aux lettres PTT qui permettent aux conducteurs invalides de véhicules à moteur de poster des lettres depuis leur siège. Cette mesure faciliterait grandement la vie des personnes handicapées, qui pourraient ainsi simplement s'arrêter, poster leur courrier depuis leur véhicule et poursuivre leur route, tout cela sans devoir faire le pénible effort de quitter et regagner leur véhicule.

Le Conseil fédéral est-il disposé à faire en sorte que dans toutes les villes d'une certaine importance (plus de 20 000 habitants), on installe des boîtes aux lettres qui soient accessibles aux personnes handicapées depuis leur véhicule à moteur?

Bundespräsident **Ogi**: Die PTT-Betriebe waren schon bisher bereit, Autobriefkästen aufzustellen, sofern das Gemeinwesen den Standort zur Verfügung stellte, das Bedürfnis nachgewiesen werden konnte und die verkehrstechnischen Bedingungen dies überhaupt zulassen. Mit dieser Praxis, die auch in Zukunft angewendet werden soll, berücksichtigten die PTT als Unternehmen sowohl kundendienstliche wie betriebswirtschaftliche Überlegungen. Als Beispiel des guten Willens möchte ich die Stadt Zürich erwähnen: Dort sind in den Kreisen 2, 3, 4, 7 und 10 Briefeinwürfe für Behinderte heute bereits installiert.

Kern: Herr Bundespräsident, ich danke Ihnen für die Antwort. Es freut mich, dass in Zürich bereits solche Briefkästen montiert wurden. Ist es Ihnen möglich, zu veranlassen, dass in Winterthur ebenfalls mindestens ein solcher montiert wird? Es würde mich sehr freuen.

Bundespräsident **Ogi**: Ich kann Ihnen nicht mitteilen, dass ich das durchsetzen darf und kann. Ich kann es von Gesetzes wegen nicht; aber ich werde die PTT bitten, das zu tun, wenn die Bedingungen erfüllt sind, das heisst, wenn kundendienstliche und betriebswirtschaftliche Überlegungen das ermöglichen. Ich werde den PTT den Ratschlag mit A-Post übermitteln.

93.5053

Frage Seiler Hanspeter
Entsorgung von Rollmaterial
der öffentlichen Transportanstalten

Question Seiler Hanspeter
Transports publics.
Elimination de matériel roulant

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Die SBB ersetzen richtigerweise fortlaufend veraltetes durch neues Rollmaterial. Das nicht mehr eingesetzte, technisch veraltete oder nicht mehr einsetzbare Rollmaterial muss entsorgt werden. Wieviel Rollmaterial wird jährlich entsorgt? Wird diese Entsorgung im Ausland vorgenommen und damit ein Arbeitspotential exportiert? Könnten auch EMD-Betriebe oder private Unternehmen mit diesen Arbeiten beauftragt und damit ein kleiner Beitrag zur Verminderung der Arbeitslosigkeit geleistet werden?

Texte de la question du 15 mars 1993

Les CFF remplacent, comme il se doit, au fur et à mesure le matériel roulant usagé, lequel doit être éliminé soit parce qu'il est techniquement dépassé, soit parce qu'on ne peut plus l'utiliser. Quel volume est éliminé chaque année? Est-il éliminé à l'étranger, privant ainsi notre pays d'un potentiel de travail? Les fabriques du DMF ou des entreprises privées suisses ne pourraient-elles pas être chargées de son élimination, ce qui réduirait du même coup le chômage?

Bundespräsident **Ogi**: Bei den SBB sind zirka 1200 Personenwagen zu entsorgen. Ein Drittel davon ist an eine Firma in Kaiserlautern vergeben, die pro Woche zwei bis drei Fahrzeuge übernimmt. Pro Fahrzeug fallen für die SBB Kosten zwischen 10 000 und 20 000 Franken an. Ungefähr 400 Wagen sind an eine französische Firma vergeben. Dieser Auftrag ist jedoch von seiten Frankreichs derzeit blockiert. Zirka 400 Wagen sind zur Entsorgung durch EMD-Betriebe – ich denke hier an die Munitionsfabrik Altdorf – vorgesehen, die sich jedoch zufolge Partnerwechsels nicht an den vereinbarten Preis halten kann und deshalb das Geschäft neu prüfen muss. Da der Verkauf noch brauchbarer Fahrzeuge zur Weiterverwendung ins Ausland aufgrund der UIC-Weisungen betreffend Asbestisolation in nächster Zeit praktisch unmöglich wird, sind anstelle von Verkaufserlösen für die Bahn hohe Entsorgungsaufwendungen fällig. Die Entsorgung hat möglichst kostengünstig zu geschehen.

93.5060

Frage Hämmerle
Bilaterale Verhandlungen in Sachen Luftverkehr
Question Hämmerle
Négociations bilatérales sur le transport aérien

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Nach der Ablehnung des EWR-Abkommens durch Volk und Stände hat der Bundesrat versprochen, alle Möglichkeiten auszunutzen, um die Situation der Schweiz gegenüber der EG in bilateralen Gesprächen und Verhandlungen zu verbessern. Vordringlich sind im Verkehrsbereich insbesondere Verhandlungen zur Verbesserung der Konkurrenzsituation für die Swissair, die ohnehin in einer äusserst schwierigen wirtschaftlichen Lage ist. Sie benötigt dringend gleich lange Spiesse im internationalen Wettbewerb mit den anderen Fluggesellschaften, um überleben zu können.

Was hat der Bundesrat bis heute in dieser Hinsicht unternommen und welche Erfolge hat er vorzuweisen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Au lendemain du rejet de l'Accord sur l'EEE par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral a promis de tout mettre en oeuvre pour améliorer, par des négociations et entretiens bilatéraux, la situation de la Suisse face à la CE. Dans le domaine des transports, la priorité doit être accordée à des négociations visant à améliorer la position de Swissair face à ses concurrents, d'autant plus que la compagnie est en butte à de très graves difficultés financières. Elle ne sera en mesure de survivre que si elle peut lutter à armes égales avec ses concurrents du monde entier. Quelles démarches le Conseil fédéral a-t-il entreprises à ce jour et quels succès a-t-il remportés?

Bundespräsident **Ogi**: Der Bundesrat teilt die Ansicht, dass die schweizerischen Luftverkehrsgesellschaften im internationalen Wettbewerb dringend gleich lange Spiesse brauchen. Er hat deshalb in den Anhang zum Transitabkommen eine gegenseitige Erklärung aufgenommen, welche die Bedeutung einer fruchtbaren Zusammenarbeit und einer Liberalisierung des Luftverkehrs unterstreicht und festhält, dass auf der Grundlage des Acquis communautaire sobald wie möglich eine zufriedenstellende Lösung gefunden werden muss, unabhängig vom Ausgang der EWR-Abstimmung.

Bereits am 13. Januar 1993 hat der Bundesrat den förmlichen Beschluss gefasst, Verhandlungen mit der EG aufzunehmen. Das Ziel der Verhandlungen besteht darin, so rasch als möglich die Luftverkehrsbeziehungen mit der EG im Rahmen eines bilateralen Abkommens auf nichtdiskriminierende Weise, gestützt auf den erwähnten Acquis communautaire, zu regeln.

Gestützt auf dieses Mandat hat die schweizerische Mission bei der EG in Brüssel am 22. Januar 1993 das Verhandlungsbegehren dem für Verkehrsfragen zuständigen neuen Verkehrskommissar Matutes übergeben. In der Folge hat am 4. März 1993 in Brüssel ein erstes exploratorisches Gespräch zwischen der Schweiz und Vertretern der EG stattgefunden, um die gegenseitigen Standpunkte und Vorstellungen in dieser Angelegenheit kennenzulernen und um das weitere Vorgehen zu erörtern.

Am 15. März – heute nachmittag, Herr Hämmerle – tritt der EG-Verkehrsministerrat zu seiner nächsten Sitzung zusammen, und bei dieser Gelegenheit soll dem Vernehmen nach auch über das schweizerische Verhandlungsgesuch beraten werden. Wenn wir nächste Woche Session hätten, könnte ich Ihnen nächste Woche bereits eine Antwort geben.

93.5065

Frage Strahm Rudolf
Fahrplan in der Energiepolitik
Question Strahm Rudolf
Calendrier en matière de politique énergétique

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Ich bitte den Bundesrat, den Fahrplan für den Vollzug von vorgesehenen und in Aussicht gestellten Massnahmen zur Lenkung des Energieverbrauchs im Rahmen des Programms «Energie 2000» bekanntzugeben:

1. Wann kommt die Verordnung über die Absenkung des spezifischen Verbrauchs respektive des Flottenverbrauchs von Personenwagen?
2. Wann kommen die Verordnungen für die Absenkung des spezifischen Energieverbrauchs der wichtigsten Elektrogeräte (d. h., wann für welche Geräte)?
3. Wann sind die Tarifempfehlungen betreffend leitungsgebundene Energien in die Tat umgesetzt? Wie und wann werden sie zu verbindlichen Grundsätzen ausgestaltet und durchgesetzt?

Texte de la question du 15 mars 1993

Je prie le Conseil fédéral de bien vouloir faire connaître le calendrier élaboré pour l'exécution des mesures prévues et envisagées en vue d'influer sur la consommation d'énergie dans le cadre du programme «Energie 2000».

1. Quand sera édictée l'ordonnance sur la diminution de la consommation spécifique, soit sur la consommation du parc de voitures de tourisme?

2. Quand seront édictées les ordonnances sur la diminution de la consommation spécifique en énergie des plus importants appareils électriques (c'est-à-dire quand pour quels appareils)?

3. Quand les recommandations tarifaires concernant les énergies dont le transport se fait par conduites se traduiront-elles dans les faits? Comment et quand seront-elles élaborées en principes contraignants et imposées aux consommateurs?

Bundespräsident **Ogi**: Herr Strahm Rudolf hat drei ausführliche Fragen gestellt; ich bin gezwungen, drei ausführliche Antworten zu geben.

Frage 1: Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement steht seit etwa zwei Jahren in Verhandlungen mit den Automobilimporteuren und den Verkehrsverbänden. Eine Einigung konnte bisher noch nicht erzielt werden. Immerhin wirkt die Branche aktiv in der «Aktionsgruppe Treibstoffe» von «Energie 2000» mit. Sie will ihren Mitgliedern empfehlen, in der Werbung nicht mehr Stärke und Geschwindigkeit, sondern die Sparsamkeit der Motorfahrzeuge hervorzuheben. Im Zusammenhang mit dem Automobilsalon in Genf wurde dies bereits klar ersichtlich. Ich hoffe, Herr Strahm, Sie haben das ebenfalls persönlich bei einem Besuch feststellen können.

Bei neuen Vorschriften gibt es Probleme, vor allem weil eine EG-Lösung noch ungewiss ist. Ein Alleingang der Schweiz ist schwierig. Deshalb will der Vorsteher des Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements an der nächsten Sitzung der Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) vorschlagen, dass eine europäische Lösung gesucht wird. Auf nationaler Ebene ist zu prüfen, ob eine Verordnung zur Festlegung des spezifischen Verbrauchs der Neuwagenflotte erarbeitet werden soll.

Frage 2: Vorschriften betreffend die Absenkung des spezifischen Energieverbrauchs der wichtigsten Elektrogeräte werden in der Form von Anhängen zum Energienutzungsbeschluss vom 14. Dezember 1990 und zur Energienutzungsverordnung vom 22. Januar 1992 erlassen. Das beabsichtigte Vorgehen für Energieverbrauchsvorschriften sieht zwei Stufen vor.

In einer ersten Stufe werden Verbrauchszielwerte erarbeitet. Dabei handelt es sich um Zielvorgaben, die nach Ablauf einer bestimmten Frist nicht mehr überschritten werden sollen. Falls diese Zielwerte nicht erreicht werden, kann der Bundesrat in einer zweiten Stufe, ebenfalls im Rahmen der Energienutzungsverordnung, Zulassungsanforderungen vorschreiben.

Es ist vorgesehen, dem Bundesrat in einem ersten Paket noch vor den Sommerferien 1993 Zulassungsanforderungen für Wassererwärmer, Warmwasser- und Wärmespeicher sowie Verbrauchszielwerte für Kühl- und Gefriergeräte im Haushaltbereich zur Beschlussfassung zu unterbreiten. Ferner werden per Ende 1993 Verbrauchszielwerte für Haushaltbacköfen, Haushaltgeschirrspüler, Haushaltwaschmaschinen, Haushaltwäschetrockner und Telefaxgeräte erarbeitet.

Weitere Verbrauchszielwerte sind geplant, Herr Strahm Rudolf.

Frage 3: Bis zur umfassenden Umsetzung der EVED-Tarifempfehlungen wird es noch längere Zeit dauern. Immerhin konnten in den letzten Jahren im Rahmen von «Energie 2000» Fortschritte erzielt werden. Der Verband Schweizerischer Elektrizitätswerke unterstützt die Empfehlungen des EVED und empfiehlt sie seinen Mitgliedern zur Wirklichung. Gespräche mit der Gaswirtschaft sind im Gange, um auch die Unterstützung dieses Wirtschaftszweiges zu erreichen.

Zusammen mit den Kantonen hat das EVED eine Richtlinie erarbeitet, in welcher eine klare Aufgabenteilung zwischen Bund, Kantone, Gemeinden und der Wirtschaft bei der Ver-

wirklichung der Tarifempfehlungen festgelegt wird. Bei den Tarifierpassungen der Elektrizitätswerke werden in der Regel die EVED-Tarifempfehlungen berücksichtigt. Für verbindliche Tarifgrundsätze besteht die Verfassungsgrundlage im Elektrizitätsbereich in der Elektrizitätsklausel (Art. 24quater Abs. 1 BV), im Gasbereich im Umweltschutzartikel (Art. 24septies BV). Bisher wurden jedoch im Parlament solche Bundesvorschriften abgelehnt, zuletzt anlässlich der Diskussion des Energieartikels und des Energienutzungsbeschlusses. Sollte das Parlament seine Meinung im Rahmen des Aktionsprogrammes «Energie 2000» ändern, ist der Bundesrat bereit, Tarifgrundsätze in das Energiegesetz aufzunehmen, das in Vorbereitung ist.

93.5041

Frage Bischof
Hohe Antibiotika-Rückstände
bei gesunden Schlachtschweinen

Question Bischof
Haute teneur résiduelle en antibiotiques
décelée chez des porcs en bonne santé

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Bei Stichproben des St. Galler Kantonstierarztes fand man bei 506 untersuchten gesunden Schlachtschweinen, dass 14 Prozent davon zu hohe Antibiotika-Rückstände aufwiesen.

Der amtlich festgelegte Toleranzwert von 0,1 Milligramm pro Kilo wurde im Durchschnitt um das 11fache überschritten!

Diese Tiere stammten aus 33 von 243 überprüften Betrieben aus verschiedenen Kantonen.

Sollten solche Verstöße gegen die gesetzlichen Vorschriften nicht geahndet werden?

Was unternimmt der Bundesrat, damit alle Konsumentinnen und Konsumenten in Zukunft Anrecht auf gesundes, den behördlichen Vorschriften entsprechendes Fleisch erhalten?

Texte de la question du 15 mars 1993

Lors de sondages faits par le vétérinaire cantonal de Saint-Gall sur 506 porcs d'abattage sains, on a décelé des résidus d'antibiotiques chez 14 pour cent d'entre eux.

En moyenne, le taux constaté était onze fois supérieur à la valeur limite officiellement prescrite de 0,1 milligramme par kilo!

Les animaux provenaient de 33 des 243 exploitations de divers cantons qui avaient été inspectées. Vu cet état de choses, je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

Ne devrait-on pas punir de telles infractions aux dispositions légales?

Qu'est-ce que le Conseil fédéral entreprend pour garantir à l'avenir à tous les consommateurs le droit d'obtenir de la viande saine et conforme aux prescriptions des autorités?

Bundesrat **Cotti**: Die kantonalen Kontrollorgane überwachen die Rückstände von Tierarzneimitteln in tierischen Produkten, und die Beurteilungsgrundlage dazu, Herr Bischof, bildet die Verordnung über Fremd- und Inhaltsstoffe in Lebensmitteln. Es ist Sache der zuständigen Justizbehörden, Zuwiderhandlungen gegen diese Vorschriften zu ahnden. Nach Information des Bundesrates wurden bei Ueberschreitungen der Höchstkonzentrationen die fehlbaren Produzenten sowohl im Kanton St. Gallen als auch in anderen Kantonen bestraft.

Der Bundesrat erachtet die gültigen gesetzlichen Vorschriften als genügend, um die gesundheitliche Unbedenklichkeit unserer Lebensmittel sicherzustellen. Die Bestimmungen über die Kontrolle und die Koordination des Vollzugs bei den Kantonen wurden nämlich in Artikel 36 des 1992 revidierten Lebensmittelgesetzes wesentlich verschärft. Mit Inkrafttreten des von

Ihnen beschlossenen Lebensmittelgesetzes hat der Bund somit noch wirksamere Möglichkeiten, den gesetzlichen Vorschriften Nachachtung zu verschaffen.

93.5050

Frage Haering Binder
Beteiligung der Schweiz
an den EG-Forschungsprogrammen

Question Haering Binder
Participation de la Suisse
aux programmes de recherche de la CE

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Der negative Volksentscheid zum EWR beeinträchtigt insbesondere die Teilnahme der Schweizer Forscher und Forscherinnen an den europäischen Forschungsprogrammen. Aus Sicht der Schweiz ist es vordringlich, dass unsere Forscherinnen und Forscher vollständig und gleichberechtigt am 3. und 4. EG-Rahmenforschungsprogramm teilnehmen können. Diese integrale Beteiligung der Schweiz beinhaltet auch die Mitarbeit in den Entscheidungsgremien der EG-Forschungsprogramme.

1. Was hat der Bundesrat bis heute unternommen, um eine integrale Beteiligung der Schweiz an den EG-Forschungsprogrammen auf bilateralem Weg sicherzustellen und welche Ergebnisse hat er vorzuweisen?

2. Inwiefern unterscheidet sich eine unter den gegebenen Bedingungen unmittelbar – und mittelbar – mögliche Lösung von der ursprünglich vorgesehenen integralen Beteiligung im Rahmen des EWR?

Texte de la question du 15 mars 1993

Le projet de l'Accord sur l'EEE constitue un sérieux obstacle à la participation de nos chercheurs aux programmes européens de recherche. Or la Suisse estime qu'il est extrêmement urgent qu'ils puissent participer pleinement, et au même titre que leurs homologues, aux 3e et 4e programmes de recherche de la CE. Cette participation engloberait la collaboration de notre pays au sein des organes décisionnels.

Voici les questions que nous adressons au Conseil fédéral:

1. Quelles sont les démarches qu'il a entreprises jusqu'à ce jour en vue de garantir, sur le plan bilatéral, la participation à part entière de la Suisse aux programmes de recherche de la CE? Quels sont les résultats qu'il peut présenter?

2. Dans les circonstances actuelles, quelle forme pourrait prendre notre participation à court terme par rapport à celle qui était prévue initialement dans le cadre de l'EEE? Quelle forme pourrait-elle prendre à moyen terme?

Bundesrat **Cotti**: Es ist bekannt, dass der Bundesrat das Ziel der integralen Beteiligung der Schweiz an den EG-Forschungsprogrammen schon vor der EWR-Abstimmung festgelegt hatte, und nach dem Entscheid vom 6. Dezember 1992 haben Sie ja gegen Ende der vorausgegangenen Session beschlossen, die fast 500 Millionen Franken, die dafür bestimmt sind, trotzdem und im vollen Bewusstsein des Volksentscheides dafür einzusetzen. Wir haben deshalb alles darangesetzt, um diese frühere und von Ihnen bestätigte Zielsetzung auch in Brüssel bekanntzumachen.

Persönlich war ich am 24. Dezember 1992 dort und habe in diese Richtung plädiert. Am 3. März 1993 fand eine Sitzung des schon bestehenden gemischten Forschungsausschusses Schweiz/EG statt, an welcher die schweizerischen Vertreter wiederum den Wunsch und die Forderung nach einer vollen und gleichberechtigten Teilnahme an den Forschungsrahmenprogrammen zum Ausdruck brachten. Gegenüber dieser Forderung hat sich die EG bereit erklärt, die Möglichkeit einer – wie die Kommission das selber nannte – umfassenden

Assoziation der Schweiz beim nächsten, d. h. beim vierten Rahmenprogramm zu prüfen. Dieses Programm wird etwa im Jahre 1994 beginnen. Für das laufende dritte Rahmenprogramm besteht noch keine Sicherheit darüber, ob das erwähnte umfassende Ziel erreicht werden kann. Die EG wird ihre Position gegenüber der Schweiz wahrscheinlich erst im Mai, nach einer kurzen, von ihr selber als «pause de réflexion» bezeichneten Pause definitiv festlegen und bekanntgeben.

Frau Haering Binder: Ich danke Ihnen für Ihr Engagement. Liessen die Vertreter der EG durchblicken, welche Unterschiede sie zwischen einer «umfassenden Assoziation» und einer «integralen Beteiligung» der Schweiz an den EG-Forschungsprogrammen sehen? Liessen sie schon durchblicken, wann die nächsten Verhandlungsschritte stattfinden werden?

Bundesrat **Cotti**: Die Unterscheidung, die Sie erwähnen, ist nicht näher erklärt worden. Wir gehen aber von der Voraussetzung aus, dass die schweizerische Botschaft voll und ganz verstanden und aufgenommen wurde. Ueber die weiteren Verhandlungen kann ich Ihnen nicht berichten. Aber nach dem Entscheid der EG im Mai wird es uns möglich sein, auch unsere Position besser festzulegen.

Ein letztes Wort zu dieser wichtigen Frage: Die umfassende Beteiligung an einem Rahmenprogramm gewährleistet für die Schweiz auch grössere, wenn nicht vollumfängliche Mitbestimmungsrechte. Die einzelne, punktuelle Beteiligung an Projekten oder gar Programmen würde diese Mitbestimmung in ihrer Bedeutung reduzieren.

93.5055

Frage Gonseth
Umweltgipfel von Rio. Versprechen

Question Gonseth
Sommet de Rio. Promesses de la Suisse

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Bundesrat Cotti hat am Umweltgipfel die Verpflichtung der Schweiz abgegeben, bis zum Jahr 2000 den CO₂-Ausstoss auf dem Niveau von 1990 zu stabilisieren. Seither ist es still geworden um dieses Versprechen. Diesbezügliche Motionen der grünen Fraktion und der Urek blieben bisher unbeantwortet. Wann wird der Bundesrat ein Konzept vorlegen, um diese Verpflichtung zu erfüllen? Ist ein erster konkreter Schritt, um dieses Ziel zu erreichen, bereits unternommen oder wann ist ein erster Schritt zu erwarten?

Texte de la question du 15 mars 1993

A la conférence de Rio, M. Cotti, conseiller fédéral, a déclaré que la Suisse s'engageait à ramener et à stabiliser jusqu'à l'an 2000 les émissions de CO₂ à leur niveau de 1990. Depuis, le silence recouvre cette promesse, et les motions déposées à ce propos par le groupe écologiste et la Ceate sont restées sans réponse.

Quand le Conseil fédéral présentera-t-il un projet visant à respecter cet engagement? Un premier pas concret vers cet objectif a-t-il déjà été franchi? Ou sinon quand pourra-t-il l'être?

93.5057

Frage Gonseth
Botschaft zur Revision
des Umweltschutzgesetzes

Question Gonseth
Message concernant la loi
sur la protection de l'environnement

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Unzählige Male hat der Bundesrat die Botschaft zur Revision des USG angekündigt.

Wo klemmt es? Wann werden wir diese Botschaft tatsächlich erhalten?

Texte de la question du 15 mars 1993

Le Conseil fédéral a annoncé à de nombreuses reprises la révision de la loi sur la protection de l'environnement.

Peut-il préciser où se situent les blocages et quand l'on disposera effectivement de ce message?

93.5064

Frage Strahm Rudolf
Fahrplan umweltpolitische Vorlagen

Question Strahm Rudolf
Projets relatifs à la politique
de l'environnement. Calendrier

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Ich bitte den Bundesrat, den konkreten Fahrplan zu folgenden umweltpolitischen Sachgeschäften bekanntzugeben:

1. Zur Umweltschutzgesetz-Revision: Wann wird die Botschaft verabschiedet und dem Parlament zugeleitet werden? Wäre allenfalls auch eine Aufteilung und Etappierung der einzelnen Revisionsbereiche denkbar?

2. Zur CO₂-Abgabe: Wann gedenkt der Bundesrat den seit langem angekündigten Entwurf für eine Vorlage in die Vernehmlassung zu schicken?

Texte de la question du 15 mars 1993

Je prie le Conseil fédéral d'indiquer le calendrier qu'il compte appliquer aux projets suivants:

1. Révision de la loi sur la protection de l'environnement: Quand le message sera-t-il adopté et transmis aux Chambres? Serait-il éventuellement concevable que les différents domaines soient traités séparément et révisés de façon échelonnée?

2. Taxe sur le CO₂: Quand le Conseil fédéral compte-t-il mettre en consultation le projet qu'il a annoncé depuis longtemps?

Bundesrat **Cotti**: Die Klimakonvention von Rio wird dem Parlament in den nächsten Wochen zur Ratifizierung unterbreitet. Dabei verpflichtet sich unser Land, ein nationales Programm zur Bekämpfung der Klimaveränderungen auszuarbeiten. Elemente dieses Programms liegen bereits vor, und einzelne Massnahmen daraus sind bereits getroffen worden. Denken Sie an das Aktionsprogramm «Energie 2000». Der zweite Jahresbericht des EVED zum Aktionsprogramm zeigt allerdings, dass die Anstrengungen zur Verwirklichung der Massnahmen wesentlich verstärkt werden müssen, wenn die Stabilisierung der CO₂-Emissionen auf der Basis von 1990 bis im Jahr 2000 erreicht werden soll. Wir werden diesem Thema in den nächsten Wochen ganz genau nachgehen.

In diesem Rahmen teile ich noch mit, dass Ende März 1993 der Bericht der Groupe de travail interdépartemental sur l'évolution du système climatique vorliegen wird. Zusammen mit

dem nationalen Inventar der Treibhausgas-Emissionen werden damit alle nötigen Grundlagen für das erwähnte nationale Programm vorliegen. Es ist vorgesehen – darüber sind Sie informiert worden –, dass die vom Bundesrat mit Beschluss vom 1. März 1993 eingesetzte interdepartementale Arbeitsgruppe Rio gemeinsam mit den Vertretern der in Rio anwesenden Nichtregierungsorganisationen (NGO) an diesem Programm weiterarbeitet. Unser Ziel, dass bis zum Jahr 2000 wieder die Situation von 1990 erreicht werden muss, bleibt voll und ganz bestehen.

Frau Gonseth und Herr Strahm Rudolf haben zudem gefragt, wann dem Parlament die Vorlage zur USG-Revision unterbreitet wird. Wenn Sie diese Botschaft sehen, werden Sie erkennen, dass es eine der wichtigsten Botschaften ist, die das EDI in den letzten Jahren erarbeitet hat. Sie bedurfte deshalb einer vertieften Bearbeitung. Bedenken Sie, dass darin Themen wie Organismen und Gentechnologie, Umweltinformation, Abfallfrage, Bodenschutz, Technologieförderung und Haftpflichtrecht behandelt werden. Bei allem Verständnis für die Ungeduld, die ab und zu spürbar wurde, blieb es eine Pflicht des Bundesrates und meines Departementes, diesen Fragen genau auf den Grund zu gehen.

Der Botschaftsentwurf liegt jetzt aber vor. Er wird dem Bundesrat in den nächsten Tagen unterbreitet. Im Monat April wird der Bundesrat die Möglichkeit haben, ihn dem Parlament weiterzuleiten. Damit wird auch die neue Chefin des EDI die Möglichkeit haben, sich mit der Botschaft auseinanderzusetzen und sie zu prüfen.

Frau **Gonseth**: Herr Bundesrat, ich nehme an, dass Sie sich bereits in Rio, als Sie dieses Versprechen abgelegt haben, ein Konzept gemacht haben, wie Sie dieses Versprechen einlösen wollen. Heute habe ich sehr wenig gehört. Das Aktionsprogramm «Energie 2000» aus dem EVED war vorher bereits beschlossen, aber man weiss ja, dass das nicht genügt. Sie sagen jetzt, dass wir in den nächsten Wochen ein solches Konzept erhalten. Heisst das, dass wir es erst erhalten, wenn Sie nicht mehr im EDI sind? Wird das dann Ihre Nachfolgerin machen?

Ich habe Angst, dass dann wieder mit Verzögerungen zu rechnen ist, genau wie mit dem Umweltschutzgesetz.

Bundesrat **Cotti**: Frau Gonseth, Sie sollten verstehen, dass es besser ist, ein paar Monate länger zu warten und dafür ein gutes Gesetz zu bekommen, als eine überstürzte Operation zu machen.

Bei der zweiten Frage liegt auch das Thema der CO₂-Emissionen in der Luft. Diese Frage wird im Konzept «Energie 2000» behandelt. Auch dieses Thema wird im entsprechenden Moment dem Parlament unterbreitet werden.

Sie sind sehr ungeduldig, und ich verstehe das. Aber Sie müssten auch das Erfordernis der Vertiefung verstehen; sonst könnten Sie – aber das möchte ich wirklich nicht – in einigen Jahren aufgrund der Entwicklungen sehr enttäuscht sein.

93.5062

Frage Steinemann
Missstände beim Schweizerischen
Verband für Behindertensport

Question Steinemann
Fédération suisse de Sport Handicap.
Dégradation de la situation

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Meldungen und Diskussionen befassen sich mit Missständen beim Schweizerischen Verband für Behindertensport (SVBS). Über 700 Organisationen nehmen sich des Themas an, wofür ihnen die Eidgenössische Finanzverwaltung über 100 Millio-

nen Franken pro Jahr überweist. Nur wenig davon soll wirklich den Behinderten direkt zugute kommen. Können Mißbräuche von Subventionsbezügen (aufwendiger Verwaltungsstil, usw.) verhindert werden oder muss dafür eine Revision des IV-Gesetzes Artikel 74 vorgenommen werden?

Texte de la question du 15 mars 1993

Le mauvais fonctionnement de la Fédération suisse de Sport Handicap (FSSH) donne lieu à bien des commentaires et discussions.

Plus de 700 organisations sont intéressées à ce titre et reçoivent de l'Administration fédérale des finances des montants dont le total dépasse 100 millions de francs chaque année. Une faible partie de ce montant bénéficie vraiment aux handicapés, d'après les dires.

Peut-on empêcher l'usage abusif des subventions perçues (mode d'administration coûteux, etc.) ou faut-il réviser à cet effet l'article 74 de la loi sur l'assurance-invalidité?

Bundesrat Cotti: Die IV bezahlte 1992 an rund 700 Institutionen der privaten Invalidenhilfe Beiträge von insgesamt 112 Millionen Franken für die Beratung und die Förderung der Behinderten. Der SVBS gehört zu diesen Institutionen.

Der Beitrag der IV erreicht in den einzelnen Institutionen zwischen 40 und 60 Prozent ihrer gesamten Ausgaben, je nach Struktur und Angebot der Dienstleistungen. Der Rest muss durch die private Invalidenhilfe selber finanziert werden. Für die Aufsicht sind der Vorstand und die Revisionsstelle zuständig.

Im Fall des erwähnten Verbandes wurden, nachdem das BSV 1992 ein gewisses Missmanagement beanstandet hatte, die Stellen auf die Hälfte reduziert. Damit ist für die Zukunft eine ökonomische Erbringung der Dienstleistungen für die Behindertensportgruppen und -kurse sichergestellt.

93.5044

Frage Zwygart
Aufhebung Visumzwang
für die baltischen Staaten

Question Zwygart
Suppression du visa obligatoire
entre la Suisse et les Etats baltes

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Die baltischen Republiken sind Kleinstaaten wie die Schweiz. Darum haben wir zu Estland, Lettland und Litauen besondere Beziehungen. Bis heute besteht aber noch keine gegenseitige Visafreiheit.

Ist der Bundesrat bereit, die Initiative zu ergreifen, um den Visumzwang bezüglich der baltischen Republiken möglichst schnell abzuschaffen?

Texte de la question du 15 mars 1993

Les Républiques baltes sont de petits Etats comme la Suisse. C'est pourquoi nous entretenons des relations particulières avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Mais jusqu'à ce jour, l'obligation réciproque du visa a été maintenue.

Le Conseil fédéral est-il prêt à prendre l'initiative en vue de la suppression du visa obligatoire entre la Suisse et les Républiques baltes?

Bundesrat Koller: Für die Visumpolitik ist die Sicherheitslage der Schweiz und die Harmonisierung der Einreisebestimmungen mit den EG-Staaten und den Unterzeichnern des Schengener Abkommens massgebend. Das Ziel ist, ein Ausweichen der unkontrollierten Wanderungen auf unser Land zu verhindern. Die neun Unterzeichner des Schengener Abkommens verlangen von Angehörigen der baltischen Staaten ein Visum.

Eine Visumbefreiung wird unseres Wissens derzeit von ihnen auch nicht in Betracht gezogen. Von den westeuropäischen Staaten sieht lediglich Grossbritannien keinen Visumzwang vor. In Dänemark, Norwegen und Schweden sind offenbar Verhandlungen über die Visumaufhebung mit Estland im Gange.

Das Risiko einer unkontrollierten Zuwanderung aus den ehemaligen Sowjetrepubliken und den baltischen Staaten ist wegen der Wirtschaftskrise und der liberalisierten Auswanderungsvorschriften nach wie vor sehr hoch. Deshalb können wir heute die Visumpflicht nicht aufheben.

Zwycart: Ich danke für die Antwort. Es ist verständlich, dass eine gewisse Gefahr der Zuwanderung besteht, aber andererseits befinden sich die baltischen Staaten in relativ grosser Distanz zu uns. Hier könnte doch ein Zeichen der Offenheit gesetzt werden.

Darf ich den Bundesrat fragen, ob er eventuell mithilfe könnte, zusammen mit den nordeuropäischen Staaten eine Öffnung zu versuchen?

Bundesrat Koller: Herr Zwycart, Sie wissen wie ich, dass Distanz allein kein Schutz gegen Wanderungsbewegungen ist. Die Türkei ist auch relativ weit entfernt, und doch gibt es von dort seit Jahren eine sehr intensive Zuwanderung. Ich muss Ihnen auch zu bedenken geben, dass wir im Februar 1993 leider wieder ein Plus von etwa 750 Asylgesuchen gegenüber dem Februar 1992 zu verzeichnen hatten, was einer Zunahme von 50 Prozent entspricht.

Das ist natürlich mit ein Grund, weshalb wir auf diesem Gebiet nicht eine Vorreiterrolle übernehmen können. Wir könnten – wie ich Ihnen gesagt habe – höchstens harmonisiert mit den EG- oder den Schengener Staaten handeln, denn sonst würden wir im europäischen Kontext einfach zu attraktiv.

93.5040

Frage Reimann Maximilian
«Sprengstoffsteuer» für Airbag?

Question Reimann Maximilian
«Impôt sur les explosifs» pour l'airbag?

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Trifft es zu, dass der Bund die zum Schutz der Autoinsassen höchst willkommenen Airbag-Systeme insofern bürokratisch behindert, als er sie der Sprengstoffgesetzgebung und somit der Einfuhrbewilligung unterstellt hat und darauf eine steuerähnliche Regalgebühren erhebt? Falls zutreffend, ist dieses Vorgehen europakompatibel und steht es nicht im Widerspruch zu den Deregulierungsbestrebungen unserer Wirtschaft?

Texte de la question du 15 mars 1993

Est-il exact que la Confédération met un obstacle bureaucratique à l'introduction du système de l'airbag – pourtant extrêmement judicieux pour protéger les occupants d'une voiture – en le soumettant à la législation sur les explosifs et, de ce fait, à une autorisation obligatoire d'importation et en prélevant une redevance régaliennne semblable à un impôt? Si c'est exact, cette façon de procéder est-elle eurocompatible et n'est-elle pas en contradiction avec les efforts visant à la déréglementation de notre économie?

Bundesrat Villiger: Diese Airbags funktionieren nach einem pyrotechnischen Prinzip, das auch in anderen vergleichbaren Geräten angewendet wird, etwa bei Schleudersitzen oder Seenoraketen. Es liegt im Interesse der Benutzer solcher Geräte, dass nur pyrotechnische Systeme in den Verkehr gelangen, die gefahrlos sind und deshalb einer entsprechenden Kontrolle unterliegen. Aus diesem Grund hat der Bund die in sol-

chen Geräten eingebauten pyrotechnischen Hilfsmittel der Sprengstoffgesetzgebung unterstellt – also eine Regelung auf Gesetzesstufe –; er verlangt eine Einfuhrbewilligung und erhebt eine entsprechende Einfuhrgebühr. Weil es sich um Schutz- und Rettungsgeräte handelt, kommt ein gegenüber dem Normaltarif wesentlich reduzierter Gebührenansatz zur Anwendung, pro Stück beträgt dieser etwa zwei Rappen. Das Einfuhrverfahren wird unbürokratisch und mit geringem Verwaltungsaufwand abgewickelt.

Was die Frage der Europakompatibilität und eines allfälligen Widerspruchs zwischen diesem Vorgehen und den geplanten Deregulierungsmassnahmen unserer Wirtschaft betrifft, überprüft der Bund gegenwärtig die Weiterführung des Pulverregals. Er möchte aber diese Prüfung im Gesamtzusammenhang durchführen und nicht allein am zufälligen Beispiel dieser Airbags.

Reimann Maximilian: Herr Bundesrat, Ihre Antwort provoziert bei mir eine Zusatzfrage. Sie haben von zwei Rappen pro Airbag gesprochen: Da stellt sich doch wirklich die Frage, ob da die Verhältnismässigkeit noch gewahrt ist. Ich hätte gerne mindestens Ihre persönliche Antwort dazu gehört.

Bundesrat Villiger: Ich muss Ihnen durchaus zugestehen, dass solche Prüfungen nicht gerade vollumfänglich meinem ordnungspolitischen Verständnis entsprechen. Man wird sich im Zusammenhang mit der Ueberprüfung des Pulverregals fragen müssen, ob es wirklich Aufgabe des Staates ist, in allen diesen Bereichen Ueberprüfungen vorzunehmen oder ob das nicht jemand anders machen kann.

Die Ueberprüfung an sich ist sicher nötig. Die zwei Rappen sind natürlich nur ein Teil einer einzelnen Bewilligung, die sich gesamthaft auf sehr viele Stücke bezieht. Es ist nicht die Meinung, dass für zwei Rappen ein eigentliches Bewilligungsverfahren durchgeführt werden muss. Soviel ich weiss, decken diese Gebühren die Kosten im einzelnen Fall einigermaßen. Aber im Prinzip ist die grundsätzliche Ueberprüfung des Pulverregals natürlich vernünftig.

93.5045

**Frage Sandoz
Ernennung der Mitglieder
der Eidgenössischen Rekurskommissionen**

**Question Sandoz
Nomination des juges
des Commissions fédérales de recours**

Wortlaut der Frage vom 15. März 1993

Der neue Artikel 71c des VVG unterstellt die vollamtlichen Richter der Eidgenössischen Rekurs- und Schiedskommissionen dem Bundesrecht über das Dienstverhältnis der Bundesbeamten.

Wird das Amt des vollamtlichen Richters in Anwendung von Artikel 3 des Beamtengesetzes vor der Wahl durch den Bundesrat öffentlich ausgeschrieben?

Texte de la question du 15 mars 1993

L'article 71c de la nouvelle LPA prévoit que les juges à plein temps des Commissions fédérales de recours et d'arbitrage sont soumis à la législation fédérale sur le statut des fonctionnaires.

La nomination de ces juges permanents par le Conseil fédéral sera-t-elle précédée d'une mise au concours public conformément à l'article 3 du statut des fonctionnaires?

Bundesrat Stich: Die Frage von Frau Sandoz kann ich mit einem einfachen Ja beantworten. Ausgenommen davon sind die Richter, die bereits heute in eine Kommission als vollamtliche Richter gewählt sind.

91.079

**Finanzordnung. Ersatz
Régime financier. Remplacement**

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 18. Dezember 1991 (BBI 1992 I 785)
Message et projets d'arrêtés du 18 décembre 1991 (FF 1992 I 781)
Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Herr **Matthey** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) beantragt Ihnen, drei Beschlussentwürfen zuzustimmen, von denen der Beschluss A stark von der Vorlage des Bundesrates abweicht, der Beschluss B unverändert bleibt und der Beschluss C gänzlich neu ist.

Zur Erleichterung der Verständlichkeit des Beschlusses A (Bundesbeschluss über den Ersatz der Finanzordnung) hat die WAK die Eidgenössische Steuerverwaltung um den beiliegenden Kommentar gebeten, welcher – nach einleitenden Abschnitten – unter den Kapiteln 6 und 7 alle Artikel ausführlich kommentiert.

1. Einleitung

In seiner Botschaft 91.079 vom 18. Dezember 1991 zum Ersatz der Finanzordnung und den besonderen Verbrauchssteuern hat der Bundesrat bezüglich der Umsatzsteuer vorgeschlagen, das ordentliche zweistufige Gesetzgebungsverfahren zu beschreiten: In einem ersten Schritt wird zunächst nur die Verfassungsgrundlage zur Einführung einer modernen Umsatzsteuer geschaffen, während die Ausarbeitung des entsprechenden Ausführungsgesetzes dem ordentlichen Gesetzgeber vorbehalten bleibt.

Demgegenüber beantragt die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates, welche ihre Beratungen in der Sitzung vom 22. Februar 1993 abgeschlossen hat, in einem Schritt zur neuen Umsatzsteuer (Mehrwertsteuer) überzugehen: Gleichzeitig mit der Schaffung der Verfassungsgrundlage für die neue Umsatzsteuer sollen in die Uebergangsbestimmungen der BV Grundsätze aufgenommen werden, nach denen der Bundesrat die Ausführungsbestimmungen zur Mehrwertsteuer zu erlassen hat. Die Botschaft enthält daher nicht alle Ausführungen, die zum Verständnis der vom Nationalrat in der Frühjahrssession 1993 zu beratenden Vorlage nötig sind. Die nachfolgenden Erläuterungen erklären mithin die Vorlage zur Mehrwertsteuer gemäss den von der Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates gefassten Beschlüssen.

2. Grundzüge moderner Umsatzsteuersysteme

In den Steuersystemen der Industrieländer westlicher Prägung wird das Einkommen im Interesse eines gewissen Ausgleichs auf zwei verschiedene Arten erfasst:

– einmal bei seiner Erzielung durch Einkommens- und Gewinnsteuern;
– sodann bei seiner Verwendung durch eine allgemeine Verbrauchssteuer (Umsatzsteuer).

Die Verbrauchssteuer soll den Inlandverbrauch belasten. Aus Praktikabilitätsgründen wird sie jedoch nicht bei Millionen von Konsumenten selbst erhoben. Deshalb erfolgt – nach unterschiedlichen Methoden – der Steuerbezug auf einer oder mehreren wirtschaftlichen Stufen vor dem Verbrauch, also bei den Produzenten, Händlern und Dienstleistenden, die die Konsumenten mit Gütern und Dienstleistungen beliefern.

Die Ueberlegung ist einfach: Die Steuer, welche den Verbrauch belasten soll, wird vom Verkäufer dem Fiskus abgeliefert. Steuerpflichtig ist also der Lieferant; er hat von seinen Einnahmen, d. h. seinem Umsatz – daher die Bezeichnung Umsatzsteuer –, der Steuerverwaltung einen bestimmten Prozentsatz abzuliefern. Soweit es die Marktverhältnisse gestatten, überwälzt er diese Steuer auf die Preise und damit auf den